

Déclaration déposée le 15/06/2018 et complétée le 05/09/2018

**N° DP 057 654 18 M0011**

Par :	Monsieur BADOT Jean-Michel
Demeurant à :	18 le Clos de Plaisance – Lot 9 57530 SILLY-SUR-NIED
Sur un terrain sis à :	18 le Clos de Plaisance 57530 SILLY-SUR-NIED Cadastré Section 12 Parcelle 318
Nature des Travaux :	Édification d'une clôture

**Surface de plancher créée :  
0 m<sup>2</sup>**

**ARRETE municipal n° 2018 - 39**

**Le Maire de la Commune de SILLY-SUR-NIED**

VU la déclaration préalable présentée le 15/06/2018 et complétée le 05/09/2018 par Monsieur BADOT Jean-Michel,

VU l'objet de la déclaration :

- pour l'édification d'une clôture sur un muret existant ;
- sur un terrain situé 18 le Clos de Plaisance – Lot 9 à SILLY-SUR-NIED (57530) ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,

VU la cartographie de l'aléa retrait – gonflement des argiles dans le département de la Moselle de septembre 2008, établie par le BRGM,

VU la Carte Communale de la Commune de SILLY-SUR-NIED approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 01/02/2011, et par arrêté préfectoral en date du 26/04/2011,

VU le règlement national d'urbanisme,

VU l'arrêté municipal en date du 22/09/2008 autorisant la création d'un lotissement n°PA05765408M0001, de 19 lots dénommé « Le Clos de Plaisance »,

VU l'arrêté municipal de modification du permis d'aménager susvisé en date du 19/10/2012 consistant en la création de deux lots supplémentaires,

VU les pièces complémentaires déposées en date du 05/09/2018,

VU les plans et documents joints à la déclaration susvisée,

CONSIDERANT que le projet de la déclaration susvisée porte sur l'édification d'une clôture sur un muret existant, sur un terrain de 582 m<sup>2</sup> situé 18 le Clos de Plaisance – Lot 9 à SILLY-SUR-NIED (57530) ;

**ARRETE**

**Article 1** : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet susvisé.

SILLY-SUR-NIED, le 17/01/18  
Le Maire,  
Serge WOLLJUNG,



**Nota :**

- Le bénéficiaire est informé que le terrain est situé en zone d'aléa de niveau faible vis-à-vis du risque naturel du gonflement des argiles. La carte d'aléa peut être consultée sur [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr) et un guide relatif à la prévention des désordres dans l'habitat individuel peut être téléchargé gratuitement sur <http://catalogue.prim.net> - rubrique « Risque Naturel » - rubrique « Mouvement de terrain » - catégorie « Tassements différentiels » et télécharger le document « Le retrait-gonflement des argiles - Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ».

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. En application de l'article R424-15 du code de l'urbanisme, le présent arrêté est publié par voie d'affichage à la mairie à compter du : .....*

**INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

**- DROITS DES TIERS :** Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (notamment : obligations contractuelles, servitudes de droit privé, telles que les servitudes de vue, d'exécutement, de mitoyenneté ou de passage, règles figurant au cahier des charges du lotissement...), qui il appartient au bénéficiaire du permis de respecter. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**- DUREE DE VALIDITE DU PERMIS :** Le permis est valide si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En application de l'article R.424-19 du code de l'urbanisme, en cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'à la prononciation d'une décision judiciaire irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation communautaire lorsqu'il s'agit d'une réalisation autorisée des travaux dans l'attente de son classement (article A.424-8 du code de l'urbanisme).

La durée de validité du permis peut être prolongée deux fois d'une année, sous réserve que la demande de prolongation soit renouvelée en mairie au plus tard deux mois avant la date de fin de validité du permis.

**- DEMARRAGE DES TRAVAUX :** Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir obligatoirement adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier de modèle de référence CERJ A n° 13407402 (est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet (cf. ci-après sous « Affichage »).

**- AFFICHAGE :** En application de l'article R.424-15 du code de l'urbanisme, le permis doit être affiché sur le terrain. Il est affiché, en trois exemplaires, du côté visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, pendant toute la durée du chantier. Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R.601-1, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'annulation de la décision et au bénéficiaire du permis. En application des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, l'affichage sur le terrain du permis est assuré par les soins du bénéficiaire sur un panneau rectangulaire, dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres. Le modèle du panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement (ou sur le site officiel de l'administration française : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)) ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. Un extrait du permis est également affiché en mairie, par l'autorité compétente, pendant deux mois.

**- DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours et de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours,
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.